

Pas de barrage, ni à Sivens ni ailleurs!

À Sivens, trois ans de procédures et quatorze mois d'occupation soutenue par une forte solidarité locale et nationale ont été le fruit de la coopération de divers collectifs, associations, partis et personnes de divers horizons. Différentes formes de mobilisation, un militant tué, un scandale national, ont débouché sur l'abandon du projet initial de barrage en mars 2015, puis sur son annulation par le tribunal administratif en juin 2016.

En face, une succession d'exactions: un projet monté de façon frauduleuse, des violences policières incessantes, des connivences avérées entre la gendarmerie nationale et des milices armées émanant du milieu agricole productiviste. Dans notre camp le bilan est lourd: un mort, Rémi Fraisse, des dizaines de blessé-e-s physiques, et de nombreux/ses traumatisé-e-s psychiques.

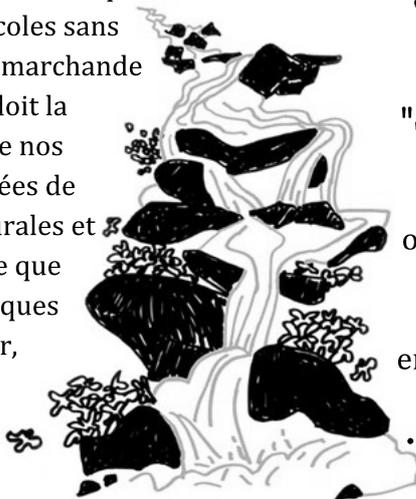
Si à notre rencontre, les condamnations sont nombreuses, souvent sévères et abusives, les plaintes contre des probarrages et des gendarmes sont quasi systématiquement classées, celles qui arrivent jusqu'à un juge débouchent sur non-lieux et acquittements (à de rares exceptions près).

L'État s'acharne sur les luttes contre les projets écocides mégalomaniaques, comme sur tous les fronts qui représentent une menace au système capitaliste, bafouant tout ce qui fait obstacle au marché, y compris lois et démocratie. L'État ne respecte pas ses propres règles. Nos mouvements

de contestation le poussent de plus en plus souvent à dévoiler ses mécanismes: criminalisation des militant-e-s, une police assassine, un système judiciaire complice et défaillant. La peur est une arme que le pouvoir agite pour démobiliser et diviser notre camp.

Depuis bientôt deux ans, le projet de territoire du bassin du Tescou est en œuvre. Depuis qu'il a commencé, sa légitimité et son processus sont sujets à polémiques. Bien que d'autres solutions techniques existent (adaptation locale des cultures et semences, sols vivants limitant voire annulant les besoins en eaux...) qui permettraient de préserver les écosystèmes, il se terminera dans les mois qui viennent et débouchera probablement sur un nouveau projet de retenue.

Quelle que soit l'issue de ce processus, nous restons fermement opposé-e-s à tout projet d'infrastructure au service d'une agriculture productiviste, parce qu'une nouvelle retenue entérinerait le déni des nouvelles pratiques qui permettent de se passer d'une agroindustrie destructrice dédiée à l'export de produits agricoles sans utilité autre que marchande et à laquelle on doit la désertification de nos campagnes, privées de leurs activités rurales et paysannes. Parce que ce sont nos pratiques qu'il faut changer, pas notre environnement!



au programme

- rendez-vous à 10h parking de Piquerouge à Gaillac
- 10h30 (précises): départ en vélo
- 11h (précises): départ en voiture

ou

- rendez-vous à 11h30 à la Maison de la Forêt
- 12h: pique-nique partagé à la Bouillonante
- 13h15: prises de paroles
- 14h: ateliers:
 - "Violences et racisme d'Etat"
 - "Luttes de territoire contre les grands projets inutiles"
 - "Sivens: actualités et perspectives"
- ou Ballade en forêt
- 16h: Restitution en assemblée plénière
- 17h: retour groupé sur Gaillac

Le collectif «Tant qu'il y aura des Bouilles» appelle toutes les personnes, associations, collectifs, syndicats, partis, opposé-e-s aux projets nuisibles et aux violences d'État, à venir participer au

Rassemblement unitaire

le 4 novembre 2018 à Sivens

Rendez-vous à 10h sur le parking de Piquerouge à Gaillac

*Pour une agriculture vivante
et un monde vivable*